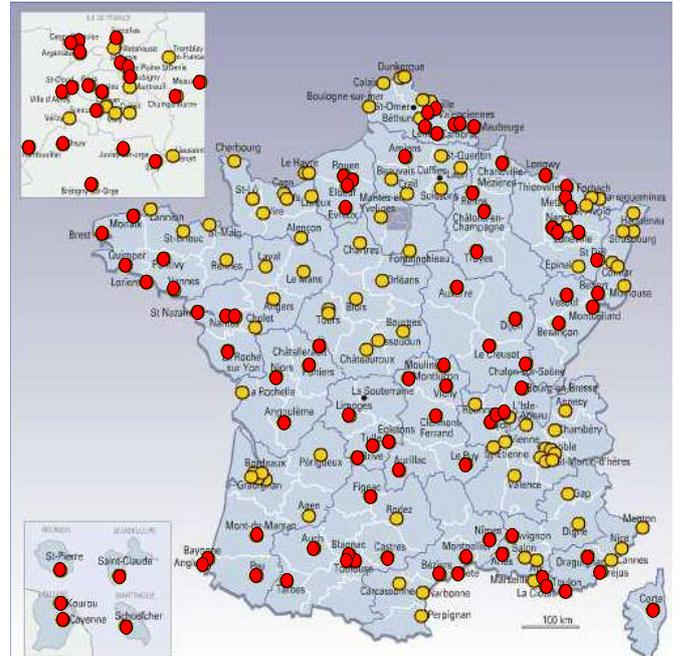
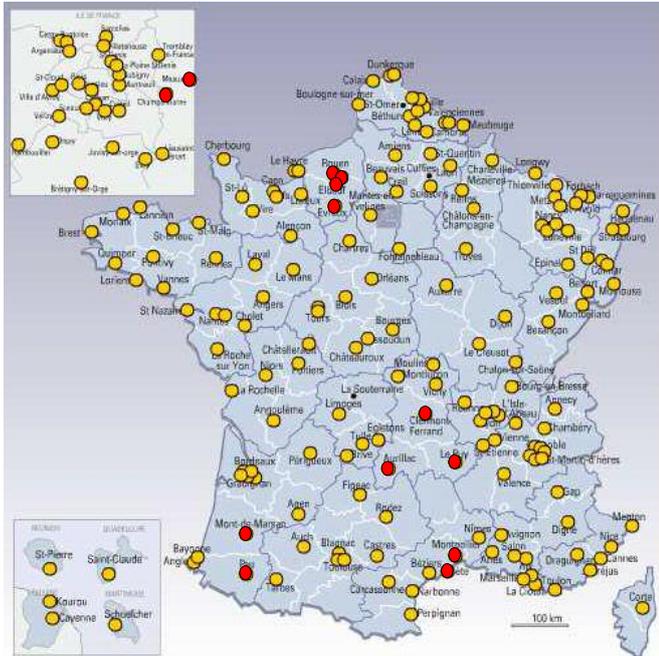


IUT, LES MAUVAIS TRAITEMENTS SE PROPAGENT : LE GRAND RENDEZ-VOUS DU 10 NOVEMBRE



A gauche, en janvier 2009 : en rouge, les IUT qui perdent des moyens ou de l'autonomie avant la circulaire réglementaire de la Ministre Valérie PECRESSE. A droite, en Octobre 2009, après la circulaire réglementaire.

Le ton monte chez les directeurs d'IUT de France, car la liste des IUT maltraités par les universités continue de s'allonger (voir cartes jointes). Aujourd'hui, ce ne sont pas moins de 59 IUT qui rencontrent des problèmes avec leurs universités de rattachement, contre 6 au mois de janvier dernier. Refus du Contrat d'Objectifs et de Moyens, centralisation des fonctions et budgets (ou absence de lettre de cadrage budgétaire), ponctions financières, prélèvement de personnels, voire remise en question des diplômes, tout est bon, en l'absence d'arbitrage de Mme Valérie Pécresse, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, pour affaiblir les IUT.

Depuis 6 mois, les directeurs et les présidents d'IUT attendent que Valérie Pécresse fasse respecter sa circulaire de mars dernier qui préserve une certaine autonomie de gestion des IUT. **«Nous avons été des interlocuteurs loyaux et constructifs depuis que la loi LRU a été mise en place il y a maintenant 18 mois**, explique Jean-François Mazoin, président de l'Assemblée des directeurs d'IUT (ADIUT), **personne ne peut aujourd'hui dire que nous souhaitons rester sur les mêmes positions, mais Valérie Pécresse doit maintenant mesurer l'urgence de la situation**». Pourtant, celle-ci, semble négliger le problème et aujourd'hui le vase déborde ! **«Depuis la rentrée, nous souhaitons un rendez-vous avec Valérie Pécresse pour qu'elle tranche**, ajoute Jean-François Mazoin, **notre dernier**

courrier du 5 octobre dans lequel nous demandions un rendez-vous urgent, vient seulement de trouver réponse, en nous accordant un entretien le ... 10 novembre prochain à 18h30 ! Cela démontre bien que depuis 18 mois, il est impossible de se faire entendre et encore moins comprendre.»

«Nous ne voulons pas que le réseau des IUT disparaisse, souligne Jean-François Mazoin, car derrière c'est le DUT et toute sa performance au service du développement économique et social des territoires qui meurt». Un diplôme national pourtant largement reconnu par les entreprises et les familles.

L'heure des choix politiques a sonné. «Souhaite-t-on toujours des IUT forts capable de mobiliser leur réseau sur tous les territoires pour la réussite du plus grand nombre (jeunes et moins jeunes), pour la formation par la technologie, pour l'insertion professionnelle à tous les niveaux de qualification ?»

La demande de l'ADIUT, renforcée par l'Union Nationale des Présidents d'IUT (UNPIUT), est claire et précise : l'heure n'est plus aux demi-mesures, il faut repositionner très rapidement les IUT dans leurs missions et établir un nouveau cadre institutionnel leur permettant de les assumer en responsabilité. S'il faut quelques mois pour trouver une solution, les IUT demandent une mesure d'urgence pour 2010, le retour momentané au fléchage de leurs moyens (financiers et humains).

Les directeurs et présidents d'IUT attendent avec une grande impatience la date du **10 novembre** pour rencontrer la ministre. Ce jour là tous les directeurs et leurs chefs de départements se sont donnés **rendez-vous devant l'Assemblée Nationale à 13h30**. Les représentants de l'ADIUT demanderont un entretien avec les différents présidents de groupes politiques. **Ils prendront ensuite le chemin du Sénat et à 16h** feront une demande identique aux sénateurs. En fin d'après midi, **ils attendront devant le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche**, les résultats de la rencontre entre Valérie Pécresse, l'ADIUT et l'UNPIUT.

Personne ne souhaite entamer une période de deuil en cette journée du 10 novembre 2009 mais d'ores et déjà les IUT prévoient d'organiser une information de tous leurs personnels le **jeudi 26 novembre 2009**, à la date anniversaire des premières manifestations de novembre 2008. Une manière de prouver, si rien n'a changé d'ici là, que la circulaire de Mme Pécresse n'a servi à rien, et que la situation s'est dégradée profondément depuis 1 an.

Contact Attaché de presse :
Lionel Guillaumin - 06 99 85 80 82